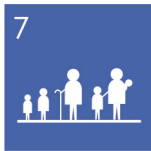


15.

Vulnérabilité à l'exploitation et aux mauvais traitements le long des routes migratoires de la Méditerranée vers l'Italie

Laura Bartolini¹ et Ivona Zakoska-Todorovska²



FACTEURS DE
VULNÉRABILITÉ

Résumé : Le présent chapitre s'intéresse à la question de savoir si les migrants qui empruntent des routes différentes pour atteindre l'Italie présentent des caractéristiques différentes, et quels facteurs de risque individuels et facteurs contextuels aggravants sont associés à une vulnérabilité plus ou moins grande des migrants à certaines expériences de mauvais traitements, de violence et d'exploitation pouvant équivaloir à la traite d'êtres humains. Le chapitre se fonde sur les enquêtes de suivi des flux de la Matrice de suivi des déplacements (MSD) de l'OIM menées auprès de quelque 12 000 migrants âgés de 14 ans ou plus arrivés en Italie entre 2016 et 2018 par diverses routes migratoires traversant la Méditerranée. Les résultats montrent que l'âge et le sexe influent sur la probabilité d'être victime de mauvais traitements et d'exploitation, les sondés plus jeunes et de sexe masculin étant plus vulnérables au risque de travail non rémunéré ou forcé ou d'être retenus contre leur volonté.

15.1. Introduction et questions de recherche

L'exposition des migrants aux mauvais traitements, à l'exploitation, à la traite d'êtres humains et à d'autres violations des droits de l'homme le long de nombreuses routes migratoires est bien documentée. Lorsqu'on étudie les flux migratoires mixtes (OIM, 2019) arrivés en Italie ces dix dernières années, il apparaît que les rapports des médias, des milieux universitaires, des organisations internationales et des organisations de la société civile, sans parler de ceux de nombreux organismes des Nations Unies, mettent en évidence une augmentation de la fréquence et de l'ampleur de la violence et des mauvais traitements subis par les migrants à divers degrés et en divers points du voyage, en particulier en Libye depuis 2011 (HCDH et MANUL, 2016, 2018 ; OIM, 2017 ; HCR, 2018 ; Conseil de l'Europe, 2019 ; Amnesty International, 2016). À quelques exceptions près, il s'agit de comptes rendus qualitatifs et approfondis des violences et des mauvais traitements, ou encore d'études présentant la dynamique particulière à l'œuvre dans un lieu et pendant une période donnée, ou s'intéressant à un groupe de migrants précis en fonction de leur nationalité, de leur âge ou de leur sexe.

¹ Matrice de suivi des déplacements (MSD), OIM Italie, Rome.

² MSD, Bureau régional de l'OIM, Vienne.

Ce chapitre propose une analyse complémentaire des vulnérabilités des migrants, fondée essentiellement sur des entretiens quantitatifs menés³ pendant trois ans (2016-2018) avec environ 12 000 migrants hommes, femmes, garçons et filles de 55 nationalités arrivés en Italie qui ont parlé de leur voyage et de leurs expériences le long des routes migratoires de la Méditerranée. S'appuyant sur la littérature existant sur le sujet (Brown, 2011 ; MMC, 2019), il étudie les facteurs de risque individuels et les conditions contextuelles dans les pays d'origine, de transit et de destination susceptibles d'accroître la vulnérabilité des migrants au cours du voyage. Le chapitre cherche notamment à savoir : a) si les migrants qui empruntent des routes différentes pour rejoindre l'Italie présentent des caractéristiques différentes ; et b) quels facteurs de risque individuels et facteurs contextuels aggravants sont associés à une vulnérabilité plus ou moins grande des migrants à certaines expériences de mauvais traitements, de violence et d'exploitation pouvant équivaloir à la traite d'êtres humains.

Étant donné qu'elle s'appuie sur des microenquêtes, la présente analyse ne tient pas compte, de manière quantitative, des incidences des nombreux changements politiques observés dans la région méditerranéenne et le long de la route de la Méditerranée centrale ces dernières années, pas plus qu'elle ne peut rendre compte de toutes les personnes qui empruntent cette route sans avoir tenté de traverser la mer Méditerranée, de celles qui ont essayé mais n'ont pas réussi à gagner l'Europe, ni de celles qui sont arrivées sans être repérées. Cette analyse ne peut donner qu'une indication – très probablement sous-estimée – des schémas de vulnérabilité de tous ceux qui voyagent le long des mêmes routes, y compris ceux qui n'envisageaient pas de se rendre en Europe⁴ ou qui ont essayé mais n'ont pas survécu au voyage.

Le reste du chapitre est structuré comme suit. La partie II, qui porte sur les données disponibles relatives à l'évolution du profil des migrants interrogés en Italie entre 2016 et 2018, compare l'échantillon à la population de référence et présente ses principales caractéristiques sur le plan de l'origine, du sexe, de l'âge, des raisons et des intentions de migrer. La partie III propose une analyse descriptive et à variables multiples des facteurs de risque individuels et des caractéristiques des voyages qui sont associés à une vulnérabilité accrue aux expériences individuelles de mauvais traitements, d'exploitation et de traite d'êtres humains couvertes par l'enquête.

15.2. Évolution du profil des migrants de 2016 à 2018

15.2.1. Données de la Matrice de suivi des déplacements de l'OIM

Les tendances des entrées irrégulières en Italie ont changé ces dernières années pour ce qui est du nombre, des principales nationalités, du profil et des itinéraires des personnes qui ont atteint les rives du sud de l'Italie au départ de la Libye, de la Tunisie, de l'Algérie, de l'Égypte, de la Turquie ou de la Grèce, ainsi que de celles qui entrent en Italie par la frontière nord-est avec la Slovaquie⁵. La présente analyse repose sur les enquêtes de suivi des flux de la MSD de l'OIM réalisées entre janvier 2016 et novembre 2018 auprès de 12 803 adultes et enfants non européens âgés de 14 à 17 ans qui sont arrivés en Italie un an au maximum avant l'enquête⁶. Les échantillons annuels ont été ajustés chaque année aux tendances de la population de référence des arrivées par la mer pour lesquelles il existe des données officielles : 6 485 en 2016, soit 4 % des arrivées par la mer cette année-là ; 4 712 en 2017 (soit 4 % des arrivées) ; et 1 606 en 2018 (soit 7 % des arrivées par la mer). Environ 3 % de l'échantillon total sont entrés par la voie terrestre en empruntant la route des Balkans occidentaux, et 4 % sont arrivés par la mer à partir de la Turquie ou de la Grèce. Le reste de l'échantillon (93 %) a déclaré que le dernier pays de transit avant l'Italie était la Libye, la Tunisie, l'Algérie ou l'Égypte⁷.

³ Les enquêtes de suivi des flux font partie des activités de la MSD de l'OIM dans la région méditerranéenne, qui ont débuté en octobre 2015. Elles recueillent des informations sur le profil des migrants, leur voyage vers l'Europe, leurs motivations et leur destination prévue. Le questionnaire comprend aussi un module comportant un ensemble de questions sur les pratiques d'exploitation et les mauvais traitements personnellement vécus ou observés par les participants pendant le voyage. De plus amples informations figurent sur le géoportail de suivi des flux en Europe de la MSD, disponible à l'adresse : <https://migration.iom.int/europe?type=arrivals>.

⁴ Voir, par exemple, OIM et PAM (2019).

⁵ Pour une vue d'ensemble des tendances annuelles des arrivées par la mer, voir les rapports de la MSD pour 2016, (<https://migration.iom.int/reports/europe-%E2%80%94mixed-migration-flows-europe-mediterranean-digest-january-%E2%80%94december-2016?close=true>), 2017 (<https://migration.iom.int/reports/europe-%E2%80%94mixed-migration-flows-europe-yearly-overview-2017?close=true>) et 2018 (<https://migration.iom.int/reports/europe-%E2%80%94summary-key-results-january-december-2018?close=true>) ; et le rapport pour le quatrième trimestre 2018 (<https://migration.iom.int/reports/europe-%E2%80%94mixed-migration-flows-europe-quarterly-overview-october-december-2018?close=true>), avec une ventilation par points de départ ; et le chapitre 4 du présent volume (Fedorova et Shupert). Les arrivées par voie terrestre sont rapportées dans les médias et confirmées par la présence locale de l'OIM et de ses interlocuteurs (institutions locales, centres d'accueil et organisations à but non lucratif), mais les autorités italiennes ne fournissent aucune donnée officielle.

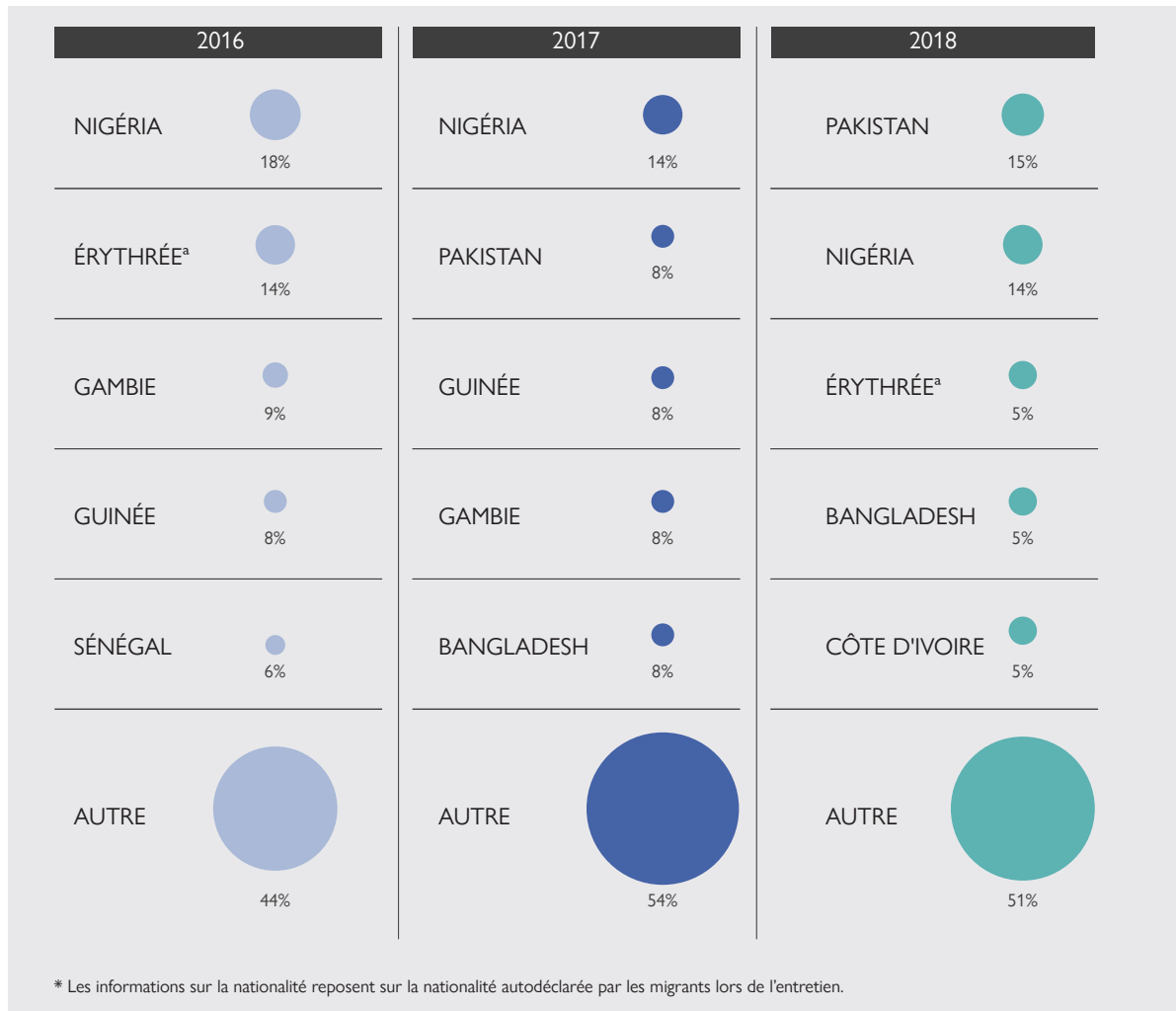
⁶ Voir le chapitre 2 de Galos *et al.* (2017) pour un examen plus approfondi des critères d'échantillonnage.

⁷ En 2016, la collecte de données a eu lieu uniquement dans les régions méridionales (Sicile, Calabre et Pouilles), tandis qu'en 2017 et en 2018, des enquêtes avaient aussi été menées dans des points de transit en Lombardie (Milan et Côme), en Ligurie (Vintimille) et dans le Frioul-Vénétie Julienne (Trieste, Gorizia). En 2018, le Latium (Rome, Latina) a été ajouté afin de tenir compte des mouvements internes de migrants sur l'ensemble du territoire italien. Les migrants rencontrés dans le Frioul-Vénétie Julienne étaient souvent entrés en Italie par voie terrestre, via la Slovaquie.

15.2.2. Profil démocratique et socioéconomique

Chaque année, la composition de l'échantillon par région et pays d'origine⁸ reflète fidèlement les tendances des arrivées observées en Italie de 2016 à 2018. Les migrants et les réfugiés originaires de l'Afrique de l'Ouest représentent l'essentiel de l'échantillon en 2016 et en 2017 (57 % et 52 % respectivement) et restent le groupe le plus important en 2018 (38 %), suivis par les sondés originaires des pays de l'Afrique du Nord, de l'Asie du Sud et de l'Afrique de l'Est. De même, l'évolution des principaux pays d'origine des sondés suit celle des principales nationalités des personnes arrivées par la mer de 2016 à 2018, à l'exception d'une surreprésentation des ressortissants pakistanais et d'une sous-représentation des ressortissants tunisiens, dues aux conditions d'enquête⁹.

Figure 15.1. Cinq principaux pays d'origine, par année de l'enquête (%)



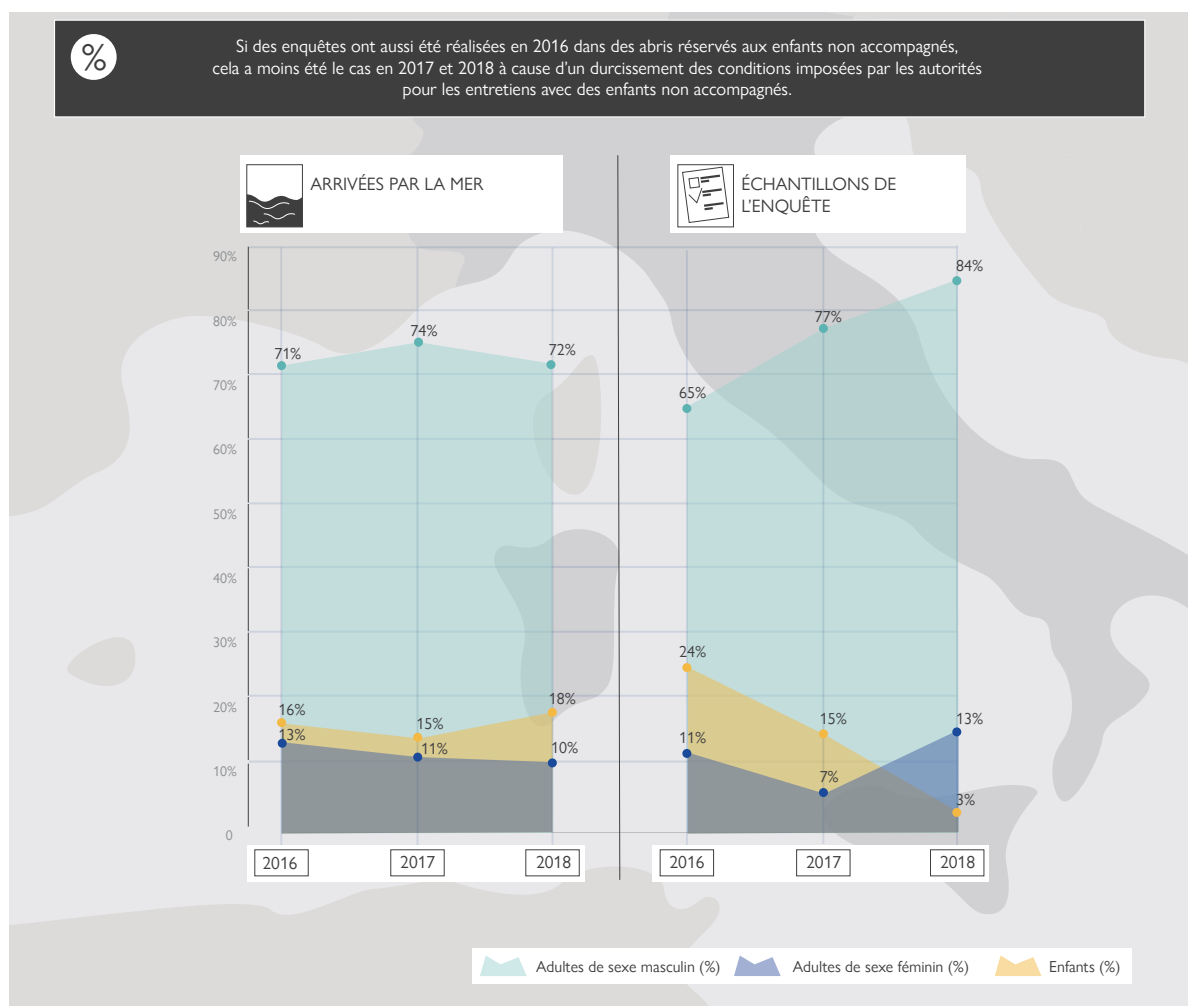
⁸ Les pays/zones d'origine couvertes par l'enquête dans chaque région (sur la base de la liste des régions géographiques des Nations Unies) sont les suivants : Afrique du Nord : le Soudan, le Maroc, l'Égypte, la Libye, la Tunisie, l'Algérie ; Afrique de l'Ouest : le Nigéria, la Gambie, la Guinée, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Ghana, la Sierra Leone, le Burkina Faso, la Guinée-Bissau, le Niger, le Togo, le Libéria, le Bénin, la Mauritanie ; Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique : l'Érythrée*, la Somalie, l'Éthiopie, les Comores, le Soudan du Sud, le Kenya, l'Ouganda, le Zimbabwe ; Asie de l'Ouest : l'Iraq, la République arabe syrienne, les Territoires palestiniens, la Turquie, le Yémen, l'Arménie, l'Azerbaïdjan ; Asie du Sud : le Bangladesh, le Pakistan, l'Afghanistan, la République islamique de Iran, l'Inde, le Népal ; autres régions : la République centrafricaine, la Chine, le Cameroun, le Congo, la République démocratique du Congo, le Gabon, la République de Moldova, la Fédération de Russie, le Tchad et le Kosovo. (Les références au Kosovo doivent s'entendre dans le contexte de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité des Nations.)

* Les informations sur la nationalité reposent sur la nationalité autodéclarée par les migrants pendant l'entretien.

⁹ Voir *supra* : Migrants (principalement des Pakistanais) rencontrés dans le Frioul-Vénétie Julienne et souvent entrés en Italie par voie terrestre (exclus des statistiques des arrivées par la mer). Par ailleurs, bien que les sites en Sicile aient toujours été couverts par l'enquête, les Tunisiens sont sous-représentés dans l'échantillon car ils sont plus susceptibles d'être placés dans des centres de détention à leur arrivée ou d'être renvoyés, en raison de l'accord de réadmission conclu entre l'Italie et la Tunisie, de sorte que les enquêteurs ont moins de chances de les rencontrer.

Les adultes de sexe masculin constituent chaque année la majorité de l'échantillon, suivis par les femmes adultes et les enfants. Bien que cette composition reflète celle des arrivées par la mer, l'échantillon surreprésente les enfants en 2016 et les sous-représente en 2018. Ce phénomène s'explique principalement par la répartition inégale des migrants par âge et par sexe dans différents types d'installations. De plus, l'accès des enquêteurs aux centres pour enfants migrants non accompagnés et aux abris réservés aux femmes est plus difficile que l'accès aux abris destinés aux hommes adultes ou aux familles¹⁰. Si des enquêtes ont aussi été réalisées en 2016 dans des abris réservés aux enfants non accompagnés, cela a moins été le cas en 2017 et 2018 à cause d'un durcissement des conditions imposées par les autorités pour les entretiens avec des enfants non accompagnés. Les sondés de sexe masculin sont en moyenne légèrement plus jeunes que les femmes interrogées. La plupart des participants aux enquêtes ont déclaré être célibataires, bien que les femmes aient été plus nombreuses à déclarer être mariées, divorcées ou veuves que leurs homologues masculins.

Figure 15.2. Pourcentage des arrivées par la mer et des participants à l'enquête de la MSD en Italie selon le sexe et l'âge, par année (%)



¹⁰ Les femmes non seulement sont une minorité parmi ceux qui arrivent par la mer, mais elles sont aussi plus susceptibles d'être envoyées dans des centres médicaux à leur arrivée pour y passer un examen médical (par exemple, en cas de grossesse ou de fausse couche), et certaines sont placées dans des centres de protection réservés aux victimes de la traite, qui n'étaient pas couverts par les enquêtes de la MSD.

15.2.3. Motivations et intentions de migrer

Bien que les enquêtes de la MSD n'aient aucun rapport avec la détermination du statut juridique des migrants qui parviennent en Europe – ce qui est bien précisé aux sondés – les réponses sur les raisons pour lesquelles ils ont quitté leur pays d'origine et sur le pays de destination envisagé peuvent être quelque peu faussées par l'idée qu'ils se font de ce qui doit être déclaré (Chauvin et Garcés-Mascareñas, 2014). Néanmoins, la violence personnelle ou la menace/crainte de la violence est chaque année la raison la plus souvent citée de quitter son pays d'origine (entre 50 % et 60 % pour l'ensemble de l'échantillon), suivie par une guerre ou un conflit (environ 20 %), et les raisons économiques ou autres (environ 20 %). Les notes du travail d'enquête et les commentaires des sondés révèlent que les motivations et les circonstances personnelles derrière la réponse « violence personnelle » sont très variées. Les participants mentionnent souvent des problèmes familiaux de toutes sortes : violence domestique de la part du partenaire, des frères et sœurs ou d'autres proches ; opposition de la famille aux mariages interconfessionnels ; intention d'éviter les mutilations génitales féminines pour la sondée ou sa ou ses filles ; et nécessité d'échapper aux persécutions et aux châtiments de la famille ou de la communauté élargie motivés par l'orientation ou l'identité sexuelle de la personne sondée. En outre, les hommes ont évoqué la volonté d'échapper à la conscription militaire indéfinie, ainsi que des conflits relatifs à l'héritage de terres destinées à l'agriculture ou à l'élevage, souvent après le décès du père, comme étant les principales raisons de migrer, ce qui révèle un mélange de raisons économiques et de survie.

L'Italie est le pays de destination envisagé le plus souvent cité, bien qu'elle soit passée de 54 % en 2016 à 27 % en 2018 chez les hommes, et de 42 % en 2016 à 22 % en 2018 chez les femmes. Elle est suivie par l'Europe dans son ensemble (près de 10 % de tout l'échantillon) et par de nombreux autres pays européens (dont l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni et la Suisse). La Libye est aussi mentionnée par une part non négligeable de l'échantillon comme la destination initialement envisagée, en particulier chez les hommes (environ 7 %). Très peu de sondés ont déclaré avoir des parents proches résidant déjà dans le pays de destination envisagé (moins de 5 % sur les trois ans), tandis que quelques autres ont indiqué avoir des parents non directs¹¹ dans le pays de destination (15 % en 2016, 7 % en 2017 et 17 % en 2018).

15.2.4. Le voyage

Chaque année, la plupart des sondés ont déclaré avoir voyagé seuls, bien que les femmes indiquent plus souvent que les hommes avoir voyagé avec au moins un membre de la famille. Le questionnaire a recueilli des informations sur les pays de transit depuis le départ du pays d'origine ou du pays où le sondé avait passé un an ou plus avant de reprendre le voyage vers l'Europe.

Le temps passé en transit¹² a augmenté en moyenne pour tous les migrants de 2016 à 2018 ; très peu de sondés ont déclaré avoir voyagé en moins d'un mois, et la part de ceux qui disaient avoir passé plus de six mois en transit n'a cessé d'augmenter.

En outre, le nombre de ceux qui ont dit s'être arrêtés pendant un an ou plus dans un pays différent du leur augmente chaque année, pour atteindre plus de la moitié de l'échantillon en 2018. Là encore, cette évolution est principalement liée à la fréquence accrue des arrêts de longue durée imprévus et parfois forcés en Libye, avant l'embarquement pour la traversée de la Méditerranée, mais des séjours de longue durée en Algérie, au Soudan, en Éthiopie ou en Turquie ont aussi été mentionnés.

La nécessité de se procurer de l'argent, en travaillant ou en attendant l'aide de proches, pour payer d'autres étapes du voyage, le fait d'avoir été retenu par des passeurs dans des endroits cachés, enlevé ou détenu par différents groupes sont parmi les raisons les plus souvent citées pour expliquer les arrêts de longue durée. Il ressort des récits des sondés que le temps passé en transit et le nombre d'arrêts pendant le voyage peuvent être soit la cause, soit la conséquence d'expériences d'exploitation vécues pendant le voyage.

¹¹ Les parents directs s'entendent du père et de la mère, des frères et sœurs et des enfants.

¹² Il s'agit d'une variable calculée, qui correspond à la somme des jours passés dans chacun des pays de transit signalés, depuis le départ jusqu'à l'arrivée dans le pays de l'enquête.

15.2.5. Expériences vécues pendant le voyage : Tendances de la traite d'êtres humains, de l'exploitation et des mauvais traitements

Chaque année, entre 66 et 77 % des personnes interrogées ont répondu « oui » à l'une au moins des quatre questions de l'enquête relatives aux expériences directes d'exploitation et de mauvais traitements¹³ : expérience personnelle a) de travail non rémunéré, b) de travail forcé, c) d'avoir été retenu(e) contre sa volonté et d) d'une proposition de mariage arrangé. Cette mesure composite permet de faire apparaître le degré général de vulnérabilité aux mauvais traitements, à l'exploitation et à la traite d'êtres humains signalés par les participants.

Par ailleurs, plus des deux tiers de l'échantillon, en 2017 et 2018, ont déclaré avoir connu directement la violence physique. Bien que la violence physique en tant qu'expérience unique ne soit pas prise en compte dans les indicateurs de la traite d'êtres humains ou d'exploitation, sa présence – alliée à d'autres indicateurs – met en évidence des mécanismes de contrôle qui sont typiques des personnes qui subissent des pratiques d'exploitation, ou sont victimes ou risquent de devenir victimes de la traite d'êtres humains.

Enfin, presque un tiers des personnes interrogées en 2017 et 2018 ont déclaré avoir été témoins de menaces de violence sexuelle proférées contre d'autres personnes pendant le voyage. Dans le cas de la Libye en particulier, les sondés des deux sexes ont parlé de migrants hommes et femmes en situation de détention : les viols et les violences perpétrés sur des femmes et des hommes (y compris des relations homosexuelles) par les forces armées qui géraient les centres de détention ou par les passeurs qui tenaient des « maisons de connexion » étaient parfois commis en public pour tenir sous leur dépendance et humilier l'ensemble du groupe. Certains sondés ont souvent établi un lien entre les incidents de violence et d'atteintes sexuelles et les grossesses qui se déclaraient pendant le voyage (MMC, 2019 ; WRC, 2019).

15.3. Facteurs qui augmentent la vulnérabilité aux mauvais traitements, à l'exploitation et à la traite d'êtres humains pendant le voyage

Cette partie s'intéresse aux caractéristiques des individus et du voyage qui sont associées à une vulnérabilité accrue pendant le voyage, ou à ce qui différencie les 9 371 migrants qui ont répondu par l'affirmative à l'une au moins des quatre questions de l'enquête relatives aux expériences directes de mauvais traitements, d'exploitation et de traite d'êtres humains, des 3 432 qui n'ont pas signalé de tels incidents.

15.3.1. Données descriptives

Région d'origine et nationalité

Les migrants et les réfugiés venant d'Afrique de l'Est, de la Corne de l'Afrique et d'Afrique de l'Ouest affichent chaque année la plus forte proportion de réponses positives, et cette proportion augmente d'année en année : en 2018, plus de 90 % d'entre eux ont déclaré avoir été victimes d'une au moins des quatre expériences de mauvais traitements, d'exploitation et de traite d'êtres humains figurant dans l'enquête.

Les principaux groupes nationaux de l'échantillon¹⁴ affichent presque tous une forte part de réponses affirmatives qui va s'accroissant chaque année. Les migrants et les réfugiés originaires de Gambie, du Sénégal et de Guinée sont ceux où l'on compte la proportion de réponses affirmatives la plus élevée en moyenne, tandis que les sondés venant du Soudan sont ceux où l'augmentation des réponses affirmatives a été la plus forte de 2016 à 2018 (passant de

¹³ Les questions figurant dans l'enquête de la MSD sont fondées sur l'expérience acquise par l'OIM dans le cadre de ses activités de protection en faveur des migrants le long des routes migratoires vers l'Europe, ainsi que sur de nombreux reportages de médias et travaux de recherche. Une question sur l'expérience directe de la violence physique a été introduite à titre d'essai en 2017 en Italie, puis appliquée dans tous les pays méditerranéens couverts par la MSD à partir de 2018. Une question sur la violence sexuelle a aussi été introduite à titre d'essai en 2017, dans une formulation indirecte en raison du caractère sensible du sujet pour les rescapés.

¹⁴ Groupes pour lesquels au moins 500 entretiens ont été menés en tout, et au moins 45 chaque année

59 % à 91 %). L'exception des migrants originaires du Pakistan, pour lesquels la part des réponses positives en 2018 est inférieure à celle de 2016, peut s'expliquer par la diversification des routes empruntées par ce groupe pour gagner l'Italie : certains des ressortissants pakistanais de l'échantillon de 2017 et 2018 ont déclaré être arrivés par la mer depuis la Turquie ou la Grèce, ou être entrés par voie terrestre depuis la Slovénie, tandis que dans l'échantillon de 2016, tous avaient dit avoir traversé la Méditerranée depuis la Libye.

Figure.15.3. Proportion de réponses positives à 1 au moins des 4 indicateurs directs, par région d'origine et année d'enquête (%)



Tableau 15.1. Proportion de réponses positives à au moins 1 indicateur direct sur 4 pour les principales nationalités de l'échantillon, par année d'enquête (%)

	2016	2017	2018	Tendance
Gambie	91	90	97	augmentation
Sénégal	90	92	96	augmentation
Guinée	89	88	92	augmentation/stable
Soudan	59	74	91	augmentation
Nigéria	77	82	91	augmentation
Côte d'Ivoire	90	88	87	diminution/stable
Bangladesh	86	96	83	diminution/stable
Pakistan	55	33	46	diminution

Profil démographique

Chaque année, les migrants et les réfugiés qui déclarent avoir subi l'une au moins des quatre pratiques d'exploitation sont en moyenne plus jeunes que ceux qui n'ont pas subi de telles pratiques (23 et 25 ans en moyenne, respectivement). On observe des tendances contrastées selon le sexe sur les trois années : les hommes ont répondu par l'affirmative plus souvent que les femmes en 2016 et 2017 (75 % et 78 % contre 52 % et 67 % respectivement), tandis que ces dernières ont été plus nombreuses à donner une réponse affirmative en 2018 (75 % contre 64 %). Les hommes ont signalé plus souvent que les femmes des cas de travail non rémunéré ou forcé chaque année et, pour ce qui est d'être détenu contre sa volonté, ils étaient plus nombreux à répondre par l'affirmative en 2016 et 2017, et les femmes plus nombreuses en 2018. Enfin, les femmes ont déclaré plus souvent que les hommes avoir fait l'objet d'offres directes de mariage arrangé et avoir été témoins de menaces de violence sexuelle, tant en 2017 (46 % contre 28 %) qu'en 2018 (53 % contre 30 %).

Le voyage

Invariablement pendant les trois années, les sondés qui voyageaient avec au moins un membre de leur famille ont affiché une proportion plus faible de réponses affirmatives que ceux qui voyageaient seuls ou avec un groupe de personnes n'appartenant pas à leur famille. Le facteur de protection que représente le fait de voyager avec des membres de sa famille est plus manifeste chez les femmes. Les femmes interrogées qui voyageaient avec des membres de leur famille ont affiché la proportion la plus faible de réponses affirmatives pour les trois années, plus faible que celle des personnes voyageant seules ou avec un groupe n'appartenant pas à leur famille.

Les périodes prolongées passées en transit sont associées chaque année à des taux de réponses affirmatives plus élevés pour l'un au moins des indicateurs de traite et d'exploitation. Les migrants et les réfugiés qui sont restés un an ou plus dans un pays autre que leur pays d'origine avant de reprendre leur voyage et ceux qui ont passé plus de temps à voyager (en additionnant les périodes passées dans chaque pays de transit depuis le départ) affichent proportion la plus forte de réponses affirmatives – plus de 80 % chaque année. Au contraire, la proportion la plus faible de réponses affirmatives est enregistrée parmi ceux qui ont voyagé moins d'un mois (27 %, 36 % et 17 % en 2016, 2017 et 2018 respectivement).

La longueur du voyage est indéniablement liée à l'itinéraire emprunté ainsi qu'au nombre et au type de pays traversés pour rallier l'Italie et l'Europe. L'attente d'un moyen de transport, souvent dans des maisons collectives, le fait de travailler ou d'attendre de recevoir de l'argent pour payer l'étape suivante, l'attente d'autres types d'arrangement, ou la tentative de contourner des interruptions d'itinéraire ou de surmonter des problèmes de documents pour poursuivre le voyage ont été les raisons les plus fréquemment citées par les migrants qui s'étaient arrêtés pendant des jours ou des mois dans un pays. Par ailleurs, l'enlèvement contre rançon ou la détention par des autorités officielles ou non officielles en ont contraint beaucoup à s'arrêter des mois dans des lieux de transit précis.

15.3.2. Facteurs associés à une vulnérabilité accrue : résumé

Les paragraphes ci-dessus ont décrit l'association entre des paires de variables, en montrant comment la proportion de réponses affirmatives varie en fonction, entre autres, du sexe des sondés, de la durée du voyage et de la région d'origine. Cependant, chaque variable ne varie pas indépendamment des autres, et la combinaison de différents facteurs a une incidence sur la vulnérabilité générale des personnes interrogées à l'expérience directe de mauvais traitements, de l'exploitation et de la traite d'êtres humains. Une analyse à variables multiples de la probabilité de répondre « oui » pour l'un au moins des quatre indicateurs inclus dans l'enquête a été réalisée afin de déterminer la façon dont les associations décrites entre paires de variables sont valables quand on considère en même temps un ensemble de variables individuelles et contextuelles. L'exercice a été effectué sur les trois sous-échantillons annuels et sur l'échantillon total.

Le tableau 3 résume les principaux résultats¹⁵, et met en relief les facteurs de risque qui augmentent la probabilité de répondre « oui » pour l'un des quatre indicateurs relatifs à l'exploitation et aux mauvais traitements, ainsi que la solidité et l'importance estimées de l'association en maintenant toutes les autres variables à leur valeur moyenne.

¹⁵ Les différentes spécifications du modèle de probabilité, la liste des variables et les pondérations des trois échantillons annuels ont été testées. Des tableaux complets des résultats des modèles testés et des probabilités prévues estimées sont disponibles sur demande.

Table 15.2. Facteurs associés à la probabilité de répondre « oui » à au moins 1 des 4 indicateurs de mauvais traitements, d'exploitation et de traite d'êtres humains, signe, taille et importance moyens, échantillons de la MSD pour 2016-2018

Facteurs de risque	Association ^a	Explication succincte
Homme	↑↑(***)	Les sondés de sexe masculin affichent en moyenne une plus forte proportion de réponses affirmatives que les femmes pour l'indicateur cumulé des mauvais traitements, de l'exploitation et de la traite d'êtres humains.
Enfants ou jeunes adultes de moins de 25 ans	↑(**)	Il n'y a pas de différence significative entre les enfants (14 17 ans) et les jeunes adultes (18 24 ans) ; ces deux groupes sont associés à une proportion similaire de réponses affirmatives qui est supérieure à celle des sondés plus âgés.
Veuf ou divorcé	↑↑(***)	Les sondés veufs ou divorcés affichent une proportion plus élevée de réponses affirmatives que le reste de l'échantillon (célibataires ou mariés).
Voyager seul ou avec un groupe de personnes autres que des membres de la famille	↑(**)	Aucune différence significative entre ceux qui voyagent seuls et ceux qui voyagent avec des personnes autres que des membres de leur famille. Les sondés qui voyagent avec au moins un membre de leur famille affichent en moyenne une proportion de réponses affirmatives inférieure à celle du reste de l'échantillon.
Avoir séjourné un an ou plus dans un pays autre que le pays d'origine	↑↑(***)	Partir d'un pays autre que le pays d'origine après s'y être arrêté un an ou plus est associé à une proportion de réponses affirmatives plus élevée que lorsque les sondés partent de leur pays d'origine.
Périodes de transit plus longues	↑↑↑(***)	Les périodes plus longues passées en transit sont associées à une proportion plus élevée de réponses affirmatives. Par exemple, la probabilité de répondre « oui » pour l'un au moins des quatre indicateurs d'expérience directe est en moyenne supérieure de 28 % parmi les sondés qui passent six mois ou plus en transit que parmi ceux dont la période de transit est inférieure à un mois.
Ne pas avoir un membre de la famille à destination	↑(***)	Les personnes qui ont déclaré avoir déjà au moins un membre de leur famille (parent direct ou indirect) dans le pays de destination envisagé affichent en moyenne une proportion de réponses affirmatives inférieure à celle des personnes qui n'en ont pas.
Être passé par la Libye	↑↑↑ (***)	Les sondés qui ont transité par la Libye sont associés à une proportion de réponses affirmatives supérieure en moyenne. Les autres variables étant leurs valeurs moyennes, il semble que ce soit le facteur le plus important associé à une réponse affirmative pour l'un au moins des quatre indicateurs de mauvais traitements, d'exploitation et de traite d'êtres humains.
Être originaire d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique de l'Est et de la Corne de l'Afrique, et d'Asie du Sud-Est	↑↑↑ (***)	Les sondés originaires de pays d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique de l'Est et de la Corne de l'Afrique, ou d'Asie du Sud-Est sont associés à une proportion de réponses affirmatives en moyenne supérieure à celle des sondés d'Afrique du Nord et d'Asie de l'Ouest.
Être arrivé/avoir été interrogé plus récemment	↑(**)	La proportion des réponses affirmatives des sondés est en moyenne supérieure en 2017 et 2018 à celle des personnes interrogées en 2016.

Note : Aucune association significative avec le niveau d'éducation, le coût du voyage, la raison initiale du voyage ou la longueur du séjour en Italie n'a été constatée au moment de l'entretien.

^a Les flèches indiquent la direction et l'importance de la différence entre les probabilités prévues que les participants répondent par « oui » à l'une au moins des quatre questions relatives aux indicateurs de mauvais traitements, d'exploitation et de traite d'êtres humains (variable dépendante) à différents niveaux de chaque variable indépendante incluse dans le modèle (sexe : homme/femme ; âge : 14 17 ans, 18 20 ans, 21 24 ans, 25 28 ans, 29 ans et plus ; statut matrimonial : célibataire, marié, veuf/divorcé ; niveau d'éducation : aucun, primaire, secondaire, supérieur ; voyage : seul, avec la famille, avec des personnes autres que la famille ; poursuite de la migration : oui, non ; jours passés en transit : moins d'1 mois, de 1 à 3 mois, de 3 à 6 mois, de 6 mois à 1 an, plus d'1 an, pas de transit ; coût du voyage : aucun, moins de 1 000 dollars É.-U., de 1 000 à 5 000 dollars É.-U., plus de 5 000 dollars É.-U. ; principale raison de quitter le pays d'origine : guerre, violence personnelle, autre ; membre de la famille à destination : oui, non ; transit par la Libye : oui/non ; région d'origine : Afrique du Nord, Afrique de l'Ouest, Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique, Asie de l'Ouest, Asie du Sud-Est, Autre) ; année de l'entretien : 2016, 2017, 2018 ; durée du séjour en Italie au moment de l'entretien. Le tableau résume les régressions logistiques multiples employées pour chacun des trois sous-échantillons annuels et pour l'échantillon total. Le tableau montre uniquement le signe et la taille des associations significatives prédites avec un niveau de confiance d'au moins 95 %.

Les résultats correspondent dans l'ensemble aux analyses précédentes de la MSD et à d'autres études (OIM, 2017 ; Galos *et al.*, 2017 ; MMC, 2019) qui ont fait apparaître des différences marquées en ce qui concerne dans le type d'expériences rapportées par les sondés de sexe masculin ou féminin : les hommes sont plus exposés aux pratiques d'exploitation et aux mauvais traitements directs couverts par les enquêtes de la MSD en Europe (travail non rémunéré et forcé, offre de mariage arrangé, être retenu contre sa volonté). Cependant, les résultats concernant les expériences indirectes de violence sexuelle, avec des récits de menaces observées et de violences perpétrées sur d'autres, indiquent qu'il importe de ne pas perdre de vue les formes particulières de violence et de mauvais traitements les plus couramment signalés par les femmes et les filles.

En outre, les résultats confirment l'existence d'une similarité non négligeable entre les adolescents et les jeunes (de 14 à 17 ans et de 18 à 24 ans), dont la vulnérabilité aux mauvais traitements et à l'exploitation est plus grande par rapport aux sondés plus âgés (voir, par exemple, UNICEF et OIM, 2017). Par ailleurs, les migrants et les réfugiés qui transitent par la Libye sont plus exposés à diverses formes de violence, de mauvais traitements et de violations des droits de l'homme, y compris les expériences couvertes par les indicateurs de l'enquête. Les constatations issues des enquêtes de la MSD confirment la corrélation étroite entre les routes empruntées, les modalités du voyage et les expériences d'exploitation et de mauvais traitements, et révèlent le risque accru associé au transit par la Libye pour traverser la Méditerranée en comparaison avec les risques courus par ceux qui rallient l'Italie depuis l'Algérie, la Tunisie, l'Égypte ou la Turquie, et la route des Balkans.

De plus, le temps passé à voyager est à la fois la cause et la conséquence des risques accrus, car la nécessité de gagner et d'économiser de l'argent pendant le voyage expose les migrants au risque de devoir travailler dans des conditions d'exploitation ou de recourir à des modalités de voyage plus dangereuses, en particulier dans les pays frontaliers de l'Europe. Le temps passé à voyager dépend aussi des arrêts imprévus, tels que ceux imposés par diverses situations assimilables à une détention, par l'obligation de rester dans un lieu confiné où du travail ou de l'argent leur sont soutirés avant qu'ils soient autorisés à poursuivre leur voyage, ce qui accroît les vulnérabilités des migrants qui cherchent à gagner l'Europe par la route de la Méditerranée centrale.

Même sans tenir compte des données existantes attestant les décès de migrants pendant le voyage, ce chapitre montre en quoi la migration irrégulière est devenue de plus en plus risquée pour ceux qui tentent de gagner l'Italie et l'Europe. Les résultats quantitatifs font apparaître que les niveaux déclarés de mauvais traitements, d'exploitation et d'expériences pouvant équivaloir à la traite d'êtres humains ont augmenté entre 2016 et 2018, en particulier pour les migrants qui traversent la Libye et pour ceux qui sont originaires de certaines régions (Afrique de l'Ouest, Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique). Des éléments factuels plus nombreux sont nécessaires pour savoir comment les récents changements politiques dans de nombreux pays d'origine, de transit et de destination le long des routes de la Méditerranée ont influé sur ces vulnérabilités (Tinti et Reitano, 2017). De même, les raisons initiales de migrer ne semblent pas avoir d'incidence notable sur la vulnérabilité individuelle aux formes de mauvais traitements et d'exploitation étudiés dans l'enquête pour les personnes qui voyagent le long de la route de la Méditerranée centrale. Quelles que soient les raisons initiales de partir, la fréquence élevée d'expériences précises et douloureuses pendant le voyage plaide en faveur d'un système de protection plus complet pour toutes les personnes qui rallient l'Italie par des moyens irréguliers et des routes dangereuses.

Amnesty International

- 2016 En Libye, les réfugiés et les migrants fuient les sévices sexuels, les violences et l'exploitation. 1er juillet. Disponible à l'adresse : <https://amnesty.org/fr/latest/news/2016/07/refugees-and-migrants-fleeing-sexual-violence-abuse-and-exploitation-in-libya/> (consulté le 28 avril 2020).

Brown, K.

- 2011 Vulnerability: Handle with Care. *Ethics and Social Welfare*, vol. 5, n° 3, pp. 313 à 321.

Chauvin, S. et B. Garcés-Mascareñas

- 2014 Becoming Less Illegal: Deservingness Frames and Undocumented Migrant Incorporation. *Sociology Compass*, vol. 8, n° 4, pp. 422 à 432. 10.1111/soc4.12145.

Conseil de l'Europe

- 2019 Third party intervention by the Council of Europe Commissioner for Human Rights. Disponible à l'adresse : <https://rm.coe.int/third-party-intervention-before-the-european-court-of-human-rights-app/168098dd4d> (consulté le 28 avril 2020).

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et Organisation internationale pour les migrations (OIM)

- 2017 Harrowing journeys: Children and youth on the move across the Mediterranean Sea, at risk of trafficking and exploitation. Disponible à l'adresse : https://publications.iom.int/system/files/pdf/harrowing_journeys.pdf (consulté le 28 avril 2020).

Galos, E., L. Bartolini, H. Cook et N. Grant

- 2017 *Migrant Vulnerability to Human Trafficking and Exploitation: Evidence from the Central and Eastern Mediterranean Migration Routes*. OIM, Genève. Disponible à l'adresse : <https://publications.iom.int/books/migrant-vulnerability-human-trafficking-and-exploitation-evidence-central-and-eastern>.

Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL)

- 2016 « Detained and Dehumanised » : Report on Human Rights Abuses against Migrants in Libya. Disponible à l'adresse : www.ohchr.org/Documents/Countries/LY/DetainedAndDehumanised_en.pdf.

- 2018 Desperate and Dangerous: Report on the human rights situation of migrants and refugees in Libya. Disponible à l'adresse : www.ohchr.org/Documents/Countries/LY/LibyaMigrationReport.pdf.

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)

- 2018 Desperate Journeys, January–December 2018. Genève. Disponible à l'adresse : <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/67712> (consulté le 28 avril 2020).

Mixed Migration Centre (MMC)

- 2019 What makes refugees and migrants vulnerable to detention in Libya? A microlevel study of the determinants of detention. Disponible à l'adresse : www.mixedmigration.org (consulté le 28 avril 2020).

Organisation internationale pour les migrations (OIM)

- 2017 Human Trafficking and Other Exploitative Practices — Analysis on Adults and Children. Septembre. MSD. Disponible à l'adresse : https://migration.iom.int/system/tdf/reports/Analysis_Flow_Monitoring_and_Human_Trafficking_Surveys_in_the_Mediterranean_and_Beyond_adults_children.pdf?file=1&type=node&id=2997 (consulté le 28 avril 2020).
- 2019 Glossary on Migration, Mixed Movements (Mixed Migration or Mixed Flows) https://publications.iom.int/system/files/pdf/iml_34_glossary.pdf.

Organisation internationale pour les migrations (OIM) et Programme alimentaire mondial (PAM)

- 2019 Hunger, displacement and migration : A joint innovative approach to assessing needs of migrants in Libya. Disponible à l'adresse : <https://migration.iom.int/reports/dtm-wfp-hunger-displacement-and-migration-libya> (consulté le 28 avril 2020).

Tinti, P. et T. Reitano

- 2017 Migrant, refugee, smuggler, saviour. Oxford University Press.

Women's Refugee Commission (WRC)

- 2019 “More than one million pains”: Sexual Violence Against Men and Boys on the Central Mediterranean Route to Italy. Disponible à l'adresse : <https://s33660.pcdn.co/wp-content/uploads/2020/04/Libya-Italy-Report-03-2019.pdf>.

ENTRETIEN AVEC MICHELE LEVOY, Directrice de PICUM (Platform for International Cooperation on Undocumented Migrants)¹

Quels sont les objectifs de PICUM ?

PICUM est un réseau de 160 organisations qui œuvrent directement au contact de migrants dépourvus de documents, principalement en Europe mais aussi dans d'autres pays, comme le Maroc. Nous organisons également des activités de sensibilisation auprès de l'Union européenne et des Nations Unies. Nous nous concentrons sur un ensemble de difficultés que rencontrent les migrants dépourvus de documents dans leur vie quotidienne, telles que l'accès aux soins de santé et à la justice, des conditions de travail équitables et le retour.

Comment se présente l'accès aux services des migrants dépourvus de documents ?

En cartographiant les lois et les pratiques dans les pays européens, nous avons constaté que dans la plupart des États membres de l'Union européenne, les migrants dépourvus de documents ont du mal à accéder aux services de soins de santé. Même lorsque des lois appropriées sont en place, un obstacle de taille tient à la crainte de voir leurs données à caractère personnel transmises aux autorités de l'immigration, par exemple par les fournisseurs de services de santé.

Dans quels secteurs les difficultés sont-elles les plus grandes ?

Les migrants dépourvus de documents sont exposés à diverses formes d'exploitation et peuvent se trouver dans l'impossibilité de demander l'aide d'institutions, y compris parce qu'il n'existe pas de pare-feux entre les inspecteurs du travail, les agents des services de l'immigration et la police. Ils ont des difficultés à accéder à la justice car la police risque d'informer les services de l'immigration s'ils se rendent au poste pour y déclarer une infraction. La question des soins de santé mentale est un grave problème, également en ce qui concerne les enfants, qui souffrent souvent d'anxiété ou de stress persistants à cause de leur statut irrégulier ou de celui de leurs parents, un état qui peut perdurer durant leur vie de jeunes adultes et au-delà. D'autres difficultés tiennent aux politiques d'application des lois sur l'immigration, telles que celles qui régissent les conditions de détention des immigrants (y compris les enfants et leur famille) et les procédures de retour.

Constatez-vous des différences entre les différents groupes de migrants dépourvus de documents ?

Les femmes dépourvues de documents se heurtent à des difficultés liées à leur statut irrégulier, qui ne sont pas encore suffisamment prises en considération dans les stratégies plus larges en faveur de l'égalité des sexes concernant les femmes. Les enfants, quant à eux, ont du mal à accéder aux services de base, notamment en raison de l'impact de leur statut irrégulier sur leur développement psychosocial, mais aussi de la violence dont ils ont pu être victimes lors de leur éloignement ou de leur détention.

Les migrants originaires d'Afrique du Nord et d'Afrique de l'Ouest se heurtent-ils à des difficultés particulières ?

Les voies de migration régulières sont rares, et les migrants de ces régions sont souvent contraints de traverser la Méditerranée à bord d'embarcations peu sûres. Ils risquent fort d'être victimes de discrimination raciale au travail, par exemple de la part d'employeurs qui profitent de leur statut irrégulier pour les payer moins que les travailleurs réguliers.

PICUM est-elle également active en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest ?

Au Maroc, une de nos organisations membres travaille avec des migrants originaires de pays subsahariens et, ces dernières années, certains de nos membres en Europe ont également coopéré avec des acteurs de la société civile dans ce pays pour préconiser des mesures de régularisation.

Quelles sont vos recommandations en matière de recherche et d'élaboration de programmes et de politiques ?

Il faut développer la base d'éléments factuels sur les migrants dépourvus de documents en Europe, en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest. Nous manquons toujours d'estimations complètes et méthodologiquement robustes. Le discours politique est surtout centré sur les mesures de retour et la prévention de la migration irrégulière, souvent sans se soucier réellement de la situation sur le terrain des personnes vivant dans l'irrégularité. Cela a de nombreuses conséquences : les administrateurs municipaux, par exemple, estiment que l'absence de données factuelles est une entrave à l'appui qu'ils peuvent fournir aux migrants dépourvus de documents. Nous devons mettre en place des pare-feu entre les autorités de l'immigration et les services, afin que les migrants dépourvus de documents puissent signaler des infractions, consulter un médecin ou s'inscrire à l'école sans risquer d'être expulsés. En Europe, on constate une criminalisation des personnes qui viennent en aide aux migrants dépourvus de documents, que ce soit en effectuant des sauvetages en mer ou en offrant un abri, des denrées alimentaires ou toute autre forme d'aide humanitaire. Les acteurs de la société civile soulignent que l'aide humanitaire aux migrants dépourvus de documents ne doit en aucun cas être criminalisée.

¹ Entretien mené par Irene Schöfberger, Centre mondial d'analyse des données sur la migration (CMADM) de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).